

«L'Etat n'est pas l'arbitre de l'information»: des rédactions épinglent une initiative de l'exécutif



Article rédigé par *RT France*, le 05 mai 2020

Source [RT France] Dans une tribune publiée sur Mediapart, une trentaine de rédactions dénoncent l'initiative gouvernementale, consistant à sélectionner des articles de presse «luttant contre la désinformation» dans le cadre de la crise sanitaire.

Dévoilé le 30 avril par Sibeth Ndiaye et désormais disponible sur le site du gouvernement, l'espace «Désinfox CORONAVIRUS», visant à lutter contre la désinformation, a créé des remous chez les professionnels de l'information, comme en témoigne une récente tribune intitulée : «L'Etat n'est pas l'arbitre de l'information», une trentaine de rédactions y appellent à «dénoncer avec la plus grande fermeté [cette] initiative gouvernementale» et demandent la suppression de la rubrique en question sur le site du gouvernement.

En distinguant tel ou tel article sur son site, le gouvernement donne l'impression, dans un mélange des genres délétère, de labelliser la production de certains médias. Publié ce 3 mai sur le site de Mediapart, le texte fait valoir dans un premier temps que «la presse française est indépendante de l'Etat et du pouvoir politique».

«En distinguant tel ou tel article sur son site, le gouvernement donne l'impression, dans un mélange des genres délétère, de labelliser la production de certains médias», s'inquiètent les auteurs de la tribune, qui comparent une telle initiative de l'Etat à «un imprimatur», terme remontant au XVI^e siècle qui désigne l'autorisation de publier un contenu après son examen par l'autorité religieuse. Le pouvoir actuel démontre, une fois encore, la défiance qu'il nourrit à l'endroit d'une presse libre et plurielle «Imprimatur que l'Etat n'a pourtant aucune légitimité à délivrer dans un pays où la liberté de la presse est une liberté fondamentale», peut-on lire encore dans le texte. Enfin, selon les rédactions à l'initiative de cette tribune, «le pouvoir actuel démontre, une fois encore, la défiance qu'il nourrit à l'endroit d'une presse libre et plurielle».

Retrouvez l'intégralité de l'article sur le site de RT France :

<https://francais.rt.com/france/74780-etat-nest-pas-arbitre-information-des-redactions-epinglent-initiative-execu>